

Unité bidépartementale Eure Orne
1 avenue du Maréchal Foch
CS 50021
27000 Évreux

Évreux, le 30/03/2026

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 24/03/2026

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

GLAXO WELLCOME PRODUCTION

23, Rue Lavoisier
ZI n° 2 - BP 118
27000 Évreux

Références : UBDEO.ERA.26.03.121.SB
Code AIOT : 0005800552

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 24/03/2026 dans l'établissement GLAXO WELLCOME PRODUCTION implanté 23, Rue Lavoisier ZI n° 2 - BP 118 27000 Évreux. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

La visite du 24 mars 2026 s'inscrit dans le cadre d'une action régionale de l'inspection des installations classées sur la thématique de la prévention des pollutions accidentelles dans l'eau.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- GLAXO WELLCOME PRODUCTION
- 23, Rue Lavoisier ZI n° 2 - BP 118 27000 Évreux

- Code AIOT : 0005800552
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La société GLAXO WELLCOME PRODUCTION à Evreux est un site de production de médicaments destinés à soigner l'asthme et la broncho-pneumopathie.

Contexte de l'inspection :

- Récolement

Thèmes de l'inspection :

- AR - 14
- Eau de surface

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des

suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;

- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
6	Ouvrage de protection vis-à-vis du raccordement au réseau AEP	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 16	Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Connaissance et entretien des réseaux	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 4 et 43	Sans objet
2	Connaissance et entretien des réseaux	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 4	Sans objet
3	Connaissance et entretien des réseaux	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 49	Sans objet
4	Traitement des effluents	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 19	Sans objet
5	Rétentions et confinement	Arrêté Préfectoral du 09/01/2004, article 3.1.8	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Le site respecte globalement les exigences réglementaires en matière de prévention des pollutions accidentelles dans l'eau. Un point n'a pas pu être vérifié lors de l'inspection et sur lequel il est

demandé un retour de l'exploitant sous 1 mois : remise du dernier rapport de contrôle des disconnecteurs placés sur les arrivées d'eau potable en amont de la distribution sur le site.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Connaissance et entretien des réseaux

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 4 et 43
Thème(s) : Risques chroniques, Plan des réseaux
Prescription contrôlée : Art. 4 : II. [...] Un schéma de tous les réseaux et un plan des égouts sont établis par l'exploitant, régulièrement mis à jour, notamment après chaque modification notable, et datés. Ils sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées ainsi que des services d'incendie et de secours. III.- Le plan des réseaux d'alimentation et de collecte fait notamment apparaître : - l'origine et la distribution de l'eau d'alimentation ; - les dispositifs de protection de l'alimentation (bac de disconnexion, implantation des disconnecteurs ou tout autre dispositif équivalent permettant un isolement avec la distribution alimentaire, etc.) ; - les secteurs collectés et les réseaux associés ; - les ouvrages de toutes sortes (vannes, compteurs, etc.) ; - les ouvrages d'épuration interne, les points de surveillance et les points de rejet de toute nature. [...] Art. 43 (eaux pluviales) : Le plan des réseaux de collecte des effluents prévu à l'article 4 doit faire apparaître les secteurs collectés, les points de branchement, regards, avaloirs, postes de relevage, postes de mesure, vannes manuelles et automatiques... Il est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées ainsi que des services d'incendie et de secours.
Constats : L'exploitant dispose : <ul style="list-style-type: none">• d'un plan du réseau des eaux pluviales en date du 31 juillet 2025 ;• d'un plan des réseaux des eaux usées et des eaux industrielles en date du 31 juillet 2025 ;• d'un plan du réseau des eaux de ville en date du 19 décembre 2025 ;• d'un plan avec tous les réseaux en date du 05 février 2026 Ces différents plans permettent de vérifier de réseaux séparés entre les eaux pluviales et les eaux usées, la présence de vannes de barrage, disconnecteurs, bassin de rétention, bassin d'orage, débordeur/déshuileur, etc.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Connaissance et entretien des réseaux

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 4
--

Thème(s) : Risques chroniques, Entretien des réseaux
Prescription contrôlée : <p>II.- Les canalisations de transport de fluides insalubres et de collecte d'effluents pollués ou susceptibles de l'être sont étanches, curables et résistent à l'action physique et chimique des produits qu'elles sont susceptibles de contenir. Elles sont convenablement entretenues et font l'objet d'examens périodiques appropriés permettant de s'assurer de leur bon état et de leur étanchéité en cas de risque de pollution.</p> <p>[...]</p>
Constats : <p>L'exploitant découpe son site en trois zones géographiques. Chaque année, tous les réseaux d'une zone sont entretenus. L'exploitant fait également passer des caméras dans les canalisations pour s'assurer de leur bon état. De fait, l'intégralité des réseaux du site sont entretenus tous les 3 ans.</p> <p>L'exploitant indique qu'aucune partie de réseau n'est inutilisée, mais précise qu'une partie du réseau vers le point I identifié sur les plans est actuellement faiblement utilisée.</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 3 : Connaissance et entretien des réseaux

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 49
Thème(s) : Risques chroniques, Isolement des réseaux
Prescription contrôlée : <p>[...]</p> <p>Un système (vanne, manchon gonflable ou tout autre système d'obturation) permet l'isolement des réseaux d'assainissement de l'établissement par rapport à l'extérieur. Les dispositifs sont maintenus en état de marche, signalés et actionnables en toute circonstance localement et/ ou à partir d'un poste de commande. Leur entretien préventif et leur mise en fonctionnement sont définis par consigne.</p>
Constats : <p>Un test conforme de fermeture de vanne d'isolement a été réalisée lors de l'inspection. Les vannes sont toutes manuelles sur le site, à l'exception de la zone déchets. L'exploitant indique être en réflexion pour les automatiser.</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 4 : Traitement des effluents

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 19
Thème(s) : Risques chroniques, Arrêt de la station d'épuration en cas problème technique
Prescription contrôlée : <p>[...]</p>

<p>Les incidents ayant entraîné l'arrêt des installations de collecte, traitement ou recyclage ainsi que les causes de ces incidents et les remèdes apportés sont consignés dans un registre.</p> <p>La conduite des installations est confiée à un personnel compétent disposant d'une formation adéquate.</p> <p>[...]</p>
<p>Constats :</p> <p>La responsable de la STEP a été interrogée par l'inspection.</p> <p>En cas de dysfonctionnement de la STEP, la cellule de crise de l'exploitant est immédiatement prévenue et décide de la marche à suivre.</p> <p>La STEP dispose de 2 osmoseurs, de telle sorte que si l'un devait être hors service, le deuxième peut tout de même traiter les eaux seul.</p> <p>En cas de dysfonctionnement total du traitement, les rejets hebdomadaire étant d'environ 10 m³, l'exploitant peut utiliser ses deux cuves tampons de 40 m³ pour contenir les eaux et également connecter un camion citerne au rejet. Le cas échéant, la cellule de crise peut décider de l'arrêt de production.</p> <p>La STEP est neuve (mise en service en juillet 2024) et l'exploitant est en cours de finalisation du plan de maintenance de l'installation (prévu pour 2026).</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 5 : Rétentions et confinement

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 09/01/2004, article 3.1.8</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, Rétentions et confinement</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant doit prendre toutes dispositions pour éviter les écoulements accidentels de substances polluantes ou toxiques ainsi que les rejets susceptibles de résulter de la lutte contre un incendie éventuel.</p> <p>Le bassin de 500 m³ sous la réserve incendie doit pouvoir recueillir le premier flot des eaux susceptibles d'être polluées lors d'un accident ou d'un incendie dans le bâtiment de stockage, y compris les eaux utilisées pour l'extinction.</p> <p>Les organes de commande nécessaires à la mise en service de ce bassin devront pouvoir être actionnés en toutes circonstances.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'inspection a pu constater la présence du bassin de 500 m³ sous la réserve incendie</p>

Type de suites proposées : Sans suite

N° 6 : Ouvrage de protection vis-à-vis du raccordement au réseau AEP

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 16
Thème(s) : Risques chroniques, Protection du réseau d'eau potable
Prescription contrôlée : L'arrêté d'autorisation fixe, en tant que de besoin, les dispositions à prendre pour la réalisation et l'entretien des ouvrages de prélèvement. Un ou plusieurs réservoirs de coupure ou bacs de disconnexion ou tout autre équipement présentant des garanties équivalentes sont installés afin d'isoler les réseaux d'eaux industrielles et pour éviter des retours de substances dans les réseaux d'adduction d'eau publique ou dans les milieux de prélèvement. [...]
Constats : L'inspection a pu contrôler par sondage la présence d'un disconnecteur en bon état sur une arrivée principale d'eau potable en amont de la distribution sur le site. L'exploitant indique réaliser un contrôle annuel, mais le contrôle par un organisme extérieur n'a pas pu être vérifié lors de l'inspection.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'exploitant est tenu de confirmer le contrôle régulier de ces équipements par un organisme externe en fournissant le dernier rapport de contrôle <u>dans un délai de 1 mois</u> .
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 1 mois